Envoyé en préfecture le 30/09/2026
Reçu en préfecture le 30/09/2026
Publié le
ID : 056-215600347-20260930-DCM_2026_225-DE

Etat-Civil / Cimetières
Référence : AL/MLR/DM/AS/2026

COMMUNE DE CARNAC - MORBIHAN
DECISION DU MAIRE N°2026-215
Prise en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales
Cimetières communaux - Renouvellement de concession

Le Maire de la Commune de CARNAC,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2223-13 à 16 et L2122-22 §8

Vu la délibération du Conseil Municipal 2026-020 du 9 avril 2026 par laquelle le conseil municipal a donné délégation au Maire de prendre toute décision concernant la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières,

Vu la décision du Maire 2025-188 fixant les tarifs des concessions

Vu la demande présentée par Madame DORYS CHARNALET Danièle domiciliée 24 blvd Voltaire à Paris11ème, tendant à obtenir le renouvellement de la concession de Madame GILLET Jeanne

DECIDE

Article 1 : Il est accordé, dans le cimetière communal de Bellevue, au nom du demandeur susvisé et à l'effet de renouveler la sépulture collective appartenant à Madame GILLET née GUYONVARCH Jeanne, une concession de 15 années à compter du 04/03/2027, d'une superficie de 2 mètres carrés.

Article 2 : Ce terrain est concédé dans le cadre du renouvellement de la concession n°1479, emplacement 1 accordée initialement le 04/03/1982 et expirant le 03/03/2027.

Article 3 : La concession est accordée moyennant la somme totale de 258 euros, cette somme est répartie entre la commune 172 euros et le CCAS 86 euros

Article 3 : En application de l'article L 2122.23 du Code Général des Collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine séance du Conseil Municipal. Une ampliation sera adressée à Monsieur le Sous-Préfet de Lorient.

CARNAC, le 30 septembre 2026,
Pour le Maire,
Le Conseiller Municipal délégué,

MAIRIE DE CARNAC 56 (Morbihan)

LE ROUZIC Marc

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux par courrier adressé au Tribunal administratif de Rennes - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex, ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.